



## Extranet presse du gouvernement luxembourgeois

«Matenee wuessen: une croissance et une cohésion sociale qui vont de pair», Gilles Roth présente le budget de l'État pour 2026 (08.10.2025)

Communiqué par : ministère des Finances

Le 8 octobre 2025, le ministre des Finances, Gilles Roth, a présenté à la Chambre des députés le budget de l'État pour 2026 avec comme leitmotiv «Matenee wuessen» (La croissance ensemble).

Le budget 2026 pose les jalons pour une croissance durable et inclusive. Un budget avec des investissements substantiels pour plus de croissance économique et de compétitivité. Avec un État social fort pour plus de cohésion sociale et de bien-être. Un budget du multilatéralisme et de la solidarité internationale. Avec des dépenses élevées en matière de défense. Enfin, un budget pour des finances publiques durables.

Gilles Roth commente: «Dans notre modèle Luxembourg, croissance et cohésion sociale vont de pair. Le budget 2026 mise à la fois sur une économie forte et sur un État social fort. Avec des investissements records dans l'avenir. Pour plus de croissance, de prospérité et de bien-être pour nos citoyens et nos entreprises. Pour plus de prévisibilité, de stabilité et de confiance. Pour construire ensemble un demain pour tous.»

### **Des données macroéconomiques à la lumière d'un contexte international instable**

Le budget 2026 s'inscrit dans un climat international instable marqué par la persistance de conflits et la multiplication des tensions géopolitiques. Avec des effets sur nos partenaires commerciaux et un impact direct sur notre performance économique.

Selon la Commission européenne, l'activité économique devrait stagner en Allemagne et ne devrait que légèrement croître en France et en Belgique (+0,6 % respectivement +0,8 %) en 2025. Pour le Luxembourg, le Statec note une progression du PIB de +1 % en 2025 (+1,7 % selon la Commission européenne) et +2 % en 2026.

L'inflation régresse une nouvelle fois pour s'établir en 2026 à 1,4 % (contre 2,1 % en 2025) grâce aux mesures de stabilisation des prix de l'électricité. L'évolution de l'emploi reste en retrait par rapport à sa moyenne historique et devrait seulement progresser de +1 % en 2025 et de +1,5 % en 2026. Le taux de chômage devrait légèrement reculer à 5,9 %.

### **Chiffres-clés du budget 2026**

#### Recettes, dépenses et déficit au niveau de l'Administration centrale

Les recettes de l'Administration centrale s'établissent en 2026 à 31,1 milliards d'euros (+4,9 % en comparaison annuelle), tandis que les dépenses se chiffrent à 32,6 milliards d'euros en

2026 (+5,7 % par rapport à 2025). Par conséquent, le déficit de l'Administration centrale s'élève à 1,49 milliard d'euros.

Une détérioration du solde de 400 millions d'euros par rapport au budget pluriannuel de 2025. Mais loin du déficit de -2,69 milliards d'euros pronostiqué dans la note au formateur de 2023 (à politique inchangée).

Ce déficit s'explique principalement par:

- un effort de défense supplémentaire de 366 millions d'euros en 2026 par rapport au budget pluriannuel,
- une contribution étatique aux frais d'utilisation des réseaux électriques de 150 millions d'euros,
- une augmentation de la contribution étatique au régime général d'assurance pension de 190 millions d'euros en raison de l'augmentation du taux de cotisation global de 24 % à 25,5 % en 2026,
- un niveau record d'investissements de 4,8 % du PIB et par extension des dépenses supplémentaires de 500 millions d'euros par rapport à la moyenne de la progression de 4 % les dernières années.

#### Excédent au niveau de la Sécurité sociale et des Administrations locales

Le budget 2026 table sur un solde positif de la Sécurité sociale de +996 millions d'euros et de +85 millions d'euros au niveau des Administrations locales.

#### Déficit au niveau des Administrations publiques

Le déficit au niveau des Administrations publiques s'établit de manière prévisionnelle à 408 millions d'euros ou -0,4 % du PIB en 2026 – après un déficit de 706 millions d'euros en 2026 (ou -0,8 % du PIB).

#### Dettes publiques

La dette publique du Luxembourg - le 2<sup>e</sup> pays le moins endetté des États membres de la zone euro avec la charge d'intérêts la plus faible de ces États, se stabilise autour de 27 % du PIB avec une trajectoire descendante en fin de cycle.

#### PIB bien-être

Avec le budget 2026, le PIB bien-être fait son entrée dans les textes. Les dépenses liées aux indicateurs retenus à ce stade pour mesurer le bien-être se chiffrent à 4,9 milliards d'euros (5,2 % du PIB) avec 3,3 milliards d'euros agissant sur le «risque de pauvreté», un demi-milliard d'euros pouvant avoir un impact positif sur «le revenu disponible ou le niveau de vie» et plus de 400 millions d'euros axés sur les «coûts de logement».

### **Les priorités budgétaires**

Les priorités budgétaires traduisent le «croissance ensemble» du budget 2026.

## **1. Un budget pour un Luxembourg comme partenaire fiable dans le monde**

### Un engagement renouvelé vis-à-vis de nos alliés et partenaires

Le Luxembourg respecte ses engagements vis-à-vis de l'OTAN avec des dépenses à hauteur de 2 % du RNB. Au total, 1,3 milliard d'euros en 2026. Le Luxembourg continue également son soutien à l'Ukraine avec 80 millions d'euros en 2026. Pour financer cet effort de défense supplémentaire, le Luxembourg lancera son premier Defence Bond - une émission obligataire à hauteur de 150 millions d'euros avec une durée de 3 ans. Il participera de même à hauteur de 40 millions d'euros sur quatre ans à un fonds pour le développement de produits à double usage à mettre en place par la SNCI.

#### Plus de solidarité vis-à-vis des pays financièrement plus faibles

Ainsi, le Luxembourg continue à honorer son objectif de 1 % du RNB pour l'aide publique au développement. En tout, 872 millions d'euros en 2026 soit 1,36 % du RNB.

#### Plus de diplomatie financière et économique

Avec 14,5 millions d'euros de crédits en faveur du commerce extérieur (+22 %) et 7 nouvelles missions à l'étranger à ouvrir au cours des 3 années prochaines pour mieux connecter le Luxembourg. Autres objectifs:

- participation à l'ensemble des banques régionales de développement,
- plus de 100 conventions de non double imposition.

## **2. Un budget pour plus de cohésion sociale au Luxembourg**

Plus de cohésion sociale avec des transferts sociaux à hauteur de 46 % des dépenses de l'Administration centrale.

#### Pour la famille, les enfants et pour tous

Pour soutenir les familles, la Caisse pour l'avenir des enfants déboursera en 2026 environ 1,6 milliard d'euros avec plus de 1,1 milliard d'euros pour les allocations familiales. Les familles continuent également à bénéficier des allègements fiscaux de 2024 et 2025 avec un salaire social minimum exonéré fiscalement depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2025 et des familles monoparentales qui ne payent plus d'impôts jusqu'à un revenu brut de 52.400 euros.

Parmi les nouveautés de 2026, citons:

- dans le cadre d'un partage des allocations familiales, une bonification d'impôt de 922 euros par enfant et par an pour le parent qui ne bénéficie pas de la classe d'impôt 1a,
- un abattement mensuel de 750 euros – 9.000 euros par an, pour les assurés ayant rempli les conditions pour le bénéfice d'une pension de vieillesse anticipée mais qui continuent volontairement leur activité professionnelle jusqu'à l'âge légal de départ en pension, et enfin
- plus de déductibilité fiscale (4.500 euros au lieu de 3.200 euros) pour les versements dans le cadre de la prévoyance-vieillesse dite «troisième pilier».

#### Pour favoriser l'accès au logement

Au 30 septembre 2025, 485 logements ont pu être achetés par l'État pour un montant total de 306 millions d'euros dans le cadre du programme d'acquisition de projets VEFA. Au total,

2 milliards d'euros sur 4 ans pour les logements abordables à travers le Fonds spécial pour le logement abordable. 28 millions d'euros sur 4 ans en faveur du bailleur social. Pour les particuliers, des dépenses de 45 millions d'euros pour la subvention loyer et 30 millions d'euros de subventions d'intérêts pour crédits immobiliers.

#### Pour les plus démunis dans notre société

Le gouvernement poursuit sa politique de lutte contre la pauvreté via notamment

- la continuation des allocations de vie chère (AVC) et des primes énergie revues à la hausse dès 2025: 120 millions d'euros,
- une amélioration du complément pour les personnes âgées qui ne peuvent pas assumer les frais de pension dans des structures d'hébergements ou logements encadrés: 12 millions d'euros,
- une prime pour un meilleur accès à l'internet ultra-haut débit pour les bénéficiaires de l'AVC: 1,8 million d'euros.

#### Pour des soins de santé de qualité pour tous

La santé pour le bien-être de tous avec des dépenses du Fonds hospitalier de 275 millions d'euros l'année prochaine (+99 %) et 21 millions d'euros pour l'acquisition de vaccins (+42 %) pour plus de prévention.

#### Plus de solidarité avec les demandeurs d'emploi

1,3 milliard d'euros du Fonds pour l'emploi avec 50 % des dépenses pour les actions en faveur de l'emploi, 43 millions d'euros pour la formation, 15,3 millions d'euros pour la lutte contre le chômage des jeunes et 51,5 millions d'euros contre le chômage de longue durée.

#### Plus de cohésion à travers l'éducation, la culture et le sport

##### *Education*

Avec un budget de l'éducation de 4,7 milliards d'euros en 2026 et plus de moyens pour la construction et la modernisation de lycées et d'autres infrastructures destinées aux jeunes: 268 millions d'euros (+108 millions d'euros par rapport à 2025).

##### *Accueil et encadrement de nos enfants*

Avec une revalorisation des subventions pour l'encadrement des enfants à 7 euros / heure et des dépenses totales pour l'accueil et l'encadrement à hauteur de 871 millions d'euros, une extension de l'enseignement musical pour 78,2 millions d'euros en 2026 (+14,2 millions d'euros et un soutien financier aux étudiants à hauteur de 181,3 millions d'euros.

##### *Culture et Sport*

##### *La culture et le sport créent des liens*

343,4 millions d'euros alloués à la culture pour plus d'intégration, d'inclusion, d'empathie et de solidarité avec des investissements notamment dans le château de Beaufort, le château de Vianden et le musée d'Ardoise de Martelange pour 27,2 millions d'euros jusqu'en 2029 et

dans les musées, théâtres, centres culturels et de musique pour 133,8 millions d'euros par an en moyenne.

Un soutien en faveur du mouvement sportif grâce aux subsides d'environ 8,8 millions d'euros pour un meilleur encadrement au niveau des fédérations, aux subsides de base et qualité+ pour les clubs sportifs (5 millions d'euros) et 2,1 millions d'euros pour les coordinateurs sportifs au niveau communal.

### **3. Un budget pour une économie durable**

Un État social fort a besoin d'une économie solide. Une économie plus diversifiée et innovante avec des investissements dans des domaines d'avenir.

#### Avec une place financière forte

Après l'exonération de la taxe d'abonnement pour les ETF gérés activement à partir de 2025 et la réduction d'un point de pourcentage de l'impôt sur le revenu des collectivités (IRC) en 2025, le gouvernement rend le régime d'imposition des «carried interest» plus attractif. Un accent sera également mis sur les nouvelles technologies avec le lancement du FundTechAccelerator, la création de l'AI Experience Center et des investissements du Fonds souverain intergénérationnel dans des actifs alternatifs (15 % de ses avoirs), y compris des crypto-monnaies (1 %).

#### Avec une économie plus digitale et innovative

Plus d'innovation grâce à l'intelligence artificielle (IA), l'économie des données, les technologies quantique et de l'espace et la recherche avec +424 millions d'euros investis dans la stratégie de l'IA, la Cloud et le Data jusqu'en 2029, des synergies avec le secteur privé, dont le partenariat avec Mistral AI pour 11 millions d'euros et le DeepTechLab, une enveloppe de 378,3 millions d'euros pour l'Université de Luxembourg, le LIST et le LIH, 2,4 millions d'euros sur 2 ans pour une infrastructure de communication quantique et enfin des investissements dans le secteur spatial avec un nouveau Space Campus, ainsi que la participation aux programmes de l'ESA à hauteur de 264 millions d'euros sur 4 ans.

#### Avec plus de soutien aux PME et aux start-up en particulier

Le Luxembourg mise sur les talents avec depuis 2025 un régime de prime participative élargi, un régime d'impatrié plus attrayant et une prime pour «Jobstarters». D'autres mesures sont le plan d'action pour start-up présenté en début d'année, y compris un crédit d'impôt pour start-up en cours d'instruction parlementaire et la mise en place d'un régime d'options sur actions pour les start-up. Un soutien renouvelé également pour les PME grâce au prêt compétitivité / pérennité (PCP) à taux zéro de la SNCI.

#### Avec des investissements dans les médias et l'audiovisuel et dans le tourisme

Le budget du service médias et communication augmente de 94,5 millions d'euros en 2026 pour soutenir la transformation digitale des radios locales. Avec un soutien financier également pour l'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel de 3,6 millions d'euros en 2026 et une enveloppe de 1,3 million d'euros au Filmfong pour le secteur des jeux vidéo. Enfin une dotation de 60 millions d'euros pour la promotion du tourisme.

#### Avec une agriculture et viticulture modernes

225 millions d'euros à disposition du ministère de l'Agriculture en 2026 avec 20 millions d'euros pour la construction des serres horticoles. Plus d'innovation dans la viticulture à travers les vins partiellement désalcoolisés et un impôt sur le revenu forfaitaire de 3 % sur 30 jours et un salaire horaire de 18€/heure pour les travailleurs saisonniers.

#### **4. Un budget pour un pays moderne, durable et sûr et un État fort**

Un pays en croissance doit se moderniser et a besoin d'infrastructures qui suivent le pas.

##### Pour plus de digitalisation

Le gouvernement mise encore plus sur la digitalisation. En tout 1,3 milliard d'euros sur 4 ans. Avec 40 millions d'euros pour de nouveaux projets informatiques du CTIE en 2026, 17 millions d'euros sur 4 ans pour le développement et l'amélioration continue de MyGuichet et 17 millions d'euros en 2026 pour les administrations financières de l'État.

##### Pour plus de durabilité

Le gouvernement maintient sa politique climatique ambitieuse. Les dépenses pour la mise en œuvre du plan national pour l'énergie et le climat se chiffrent à 3,4 milliards d'euros en 2026. 13,6 milliards d'euros sur 4 ans. Objectif: réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre grâce à un développement des énergies renouvelables.

476 millions d'euros sur 4 ans pour la rénovation énergétique et la construction durable. 450 millions d'euros sur 4 ans pour des installations photovoltaïques. Avec comme nouveauté le préfinancement par l'État. Une enveloppe 10,3 millions d'euros aussi pour le financement des bornes intelligentes, 56 millions d'euros pour le «Klimabonus Mobilité», une contribution de 150 millions d'euros aux frais d'utilisation du réseau électrique et 36,5 millions d'euros sur 4 ans pour la rénovation énergétique des bâtiments fonctionnels. Enfin, un amortissement accéléré de 10 % dans le cadre d'une rénovation énergétique durable.

##### Pour plus de mobilité

###### *Train et tram*

3,4 milliards d'euros seront investis sur les 4 ans à venir dans le réseau ferroviaire avec des dépenses de 743 millions d'euros à travers le Fonds du rail en 2026. La dotation pour le tram s'élève l'année prochaine à 73,8 millions d'euros.

###### *Bus*

2,5 milliards sur les 4 années prochaines en faveur du transport scolaire, du Mobibus, de l'offre Adapto et des bus du réseau RGTR. Avec des changements au niveau du TICE avec un budget – communes comprises - de 904 millions d'euros sur 10 ans.

###### *Réseau routier*

Des dépenses également dans le réseau routier à travers le Fonds des routes: 2,6 milliards d'euros sur 4 ans.

###### *Aéroport*

44 millions d'euros pour une nouvelle tour de contrôle virtuelle, 202 millions d'euros d'injection de capital dans Luxairport SA dont 100 millions d'euros à charge du budget de l'État et 21 millions d'euros entre 2025 et 2027 pour l'extension de la Fuelfarm.

## Un État fort

### *Fonction publique*

Grâce à des agents compétents et plus de bien-être au travail avec 160 nouvelles places dans des «coworking structures» décentralisées en 2026 et une meilleure rémunération grâce à l'accord salarial: 153 millions d'euros en 2026.

### *Police et CGDIS*

Plus de sécurité avec 220 postes et de nouveaux équipements pour la police en 2026 et 166,5 millions d'euros pour le CGDIS avec des dépenses à hauteur de 27,7 millions d'euros pour la modernisation des infrastructures et de leurs équipements.

### *Justice*

Plus de sécurité avec plus de sécurité juridique - les crédits pour la justice augmentent de 15 millions d'euros à 375 millions d'euros. 7,4 millions d'euros pour l'assistance judiciaire.

### *Communes*

Du soutien pour les communes pour accomplir leurs missions avec des recettes ICC de 1,66 milliard d'euros, des dotations étatiques de 3,36 milliards d'euros en 2026 et des subsides pour infrastructures de base en faveur des communes de 270 millions d'euros sur 4 ans.

## **Conclusion**

Le budget 2026 «Matenee wuessen» est un budget pour plus de croissance grâce à plus de solidarité. Un budget pour plus de solidarité grâce à plus de croissance. Un budget pour la relance. Un budget pour plus de confiance. Pour nos citoyens et notre économie. Pour un avenir de croissance, de prospérité et de bien-être. Pour les générations actuelles et futures. Pour un Luxembourg solidaire.